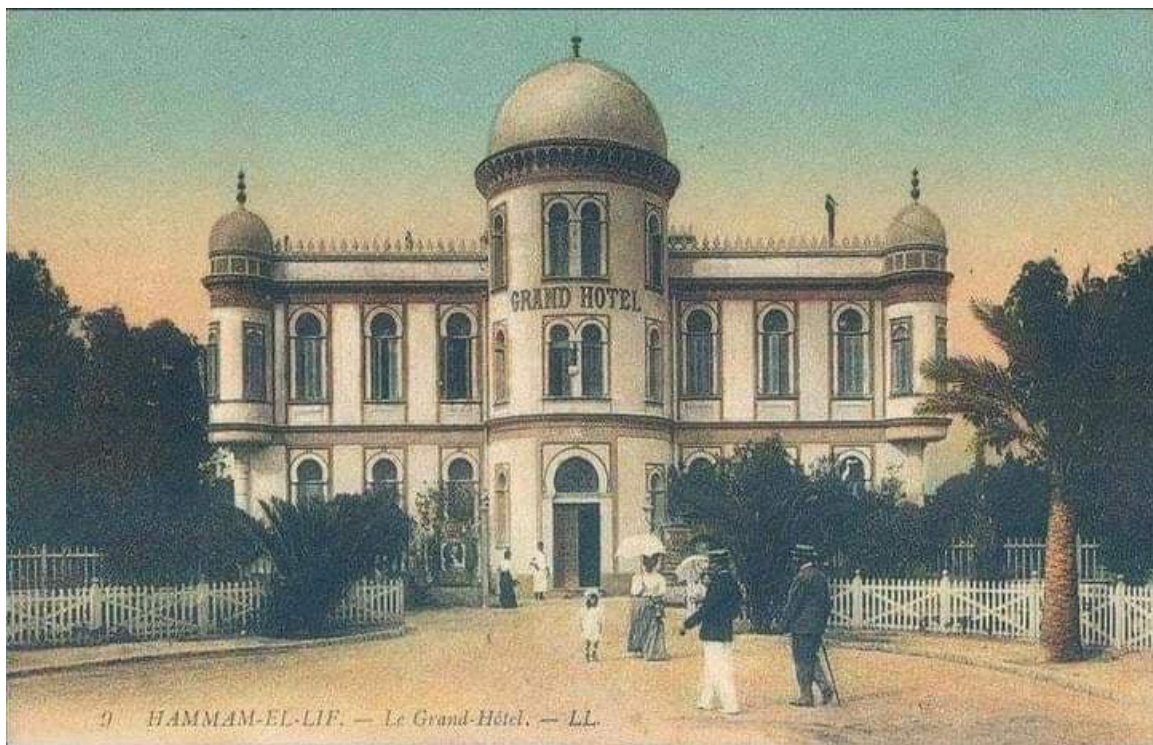




CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)

Marché de travaux

Restauration et valorisation du Casino d'Hammam-Lif



Juin 2025





Objet de la consultation :
Travaux de
« **Restauration et de valorisation du Casino d’Hammam-Lif** »

Marché public de Travaux

Application du CCAG-TVX

Procédure de passation : **Procédure adaptée ouverte** en application des articles *L.2123-1 ,R. 2123-1, et R.2123 – 4 à R.2123-8* du Code de la commande publique français

Sommaire

1-	OBJET DU MARCHÉ.....	5
2-	DECOMPOSITION EN LOTS	5
3-	DISPOSITION GENERALE ET ADMINISTRATIVE.....	5
3.1.	Ordre de priorité des pièces du marché	5
3.2.	Législation régissant le marché	6
4-	DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	8
5-	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	8
6-	PARTIES PRENANTES ET RESPONSABLES DES PRESTATIONS	8
6.1.	Parties prenantes	8
6.2.	Pour le titulaire.....	8
7-	INTERVENANTS ET FORME DE NOTIFICATION.....	9
7.1.	La Maîtrise d'œuvre.....	9
7.2.	Contrôle technique	10
7.3.	Autres intervenants	11
8-	NOTIFICATION	12
8.1.	Représentation du titulaire	12
8.2.	Forme de notification	12
8.3.	Ordre de service	13
9-	ALLOTISSEMENT.....	14
10-	PÉRIODE DE PRÉPARATION ET CALENDRIER D'EXÉCUTION	14
10.1.	Etat des lieux avant travaux.....	14
10.2.	Période de préparation.....	14
10.3.	Calendriers d'exécution	15
11-	ORGANISATION DU CHANTIER	16
11.1.	Installation de chantier.....	16
11.2.	Réunions de chantier	17
11.3.	Photos de chantier.....	17
11.4.	Bureau de chantier	17
11.5.	Panneau de chantier	18
12-	DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION	20
13-	RÉCEPTION ET LEVÉE DES RÉSERVES	21
13.1.	Opérations préalables à la réception	21
13.2.	Réception de l'ouvrage par le maître d'ouvrage.....	22
13.3.	Levée des réserves.....	22
14-	GARANTIES CONTRACTUELLES	23
14.1.	Garanties financières	23
14.2.	Garantie de parfait achèvement	24
14.3.	Protection de la main d'œuvre et condition de travail.....	25
14.4.	Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs	25
14.5.	Sécurité et hygiène	25
15-	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	26
16-	CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES	26
17-	DÉVELOPPEMENT DURABLE	27
17.1.	Protection de l'environnement et respect du voisinage :	27
17.2.	Occupation temporaire du domaine public.....	28
18-	CLAUDE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	29

CONTRAT DE TRAVAUX

18.1.	Actions en faveur de l'emploi et de la professionnalisation.....	29
18.2.	Visites d'étude et sensibilisation aux travaux de restauration	29
18.3.	Modalités des visites d'étude.....	29
19-	PRIX DU MARCHÉ	30
20-	Dossier d'exécution.....	33
21-	TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIFS.....	34
22-	PAIEMENT DES PRESTATIONS.....	35
22.1.	Avance.....	35
22.2.	Paieement	35
22.3.	Acomptes mensuels	36
22.4.	Décompte final	37
22.5.	Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques	37
22.6.	Délai global de paiement.....	38
22.7.	Cession ou nantissement de créances	38
23-	FACTURATION.....	38
23.1.	Contenu des factures	38
23.2.	Envoi des factures dématérialisées	39
23.3.	Présentation des demandes de paiement.....	39
23.4.	Virement bancaire	40
23.5.	Taxe sur la valeur ajoutée	40
23.6.	Impôts et taxes	40
24-	GARANTIES FINANCIÈRES.....	40
24.1.	Retenue de garantie	40
24.2.	Garantie à première demande	40
25-	PÉNALITÉS.....	42
26-	Mesures coercitives	47
27-	SOUS-TRAITANCE	47
28-	RESPONSABILITES ET ASSURANCE	49
28.1.	Assurances à la charge du titulaire.....	49
28.2.	Assurances à la charge du maître de l'ouvrage	49
28.3.	Étendue de la responsabilité et renonciation à recours	50
29-	SITUATION FISCALE ET SOCIALE	50
30-	ETHIQUE.....	51
31-	GESTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	51
32-	AUDIT	51
33-	LITIGE ET RESILIATION	52
33.1.	Litige et droit applicable	52
33.2.	Résiliation du marché et Interruption des travaux	52
33.3.	Décès, incapacité, règlement judiciaire ou liquidation des biens de l'entrepreneur	53
34-	Exploitation et diffusion d'images	53
35-	Confidentialité, secrets professionnel et commercial	53
36-	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	54
37-	DISPOSITIONS FINALES	54
37.1.	Déclaration.....	54

1- OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet des travaux de restauration et de valorisation du Casino d'Hammam-Lif.

Le lieu d'exécution des prestations est l'édifice nommé « Casino de Hammam-Lif » situé à Rue Tahar Sfar, Hammam-Lif CP 2050 Tunisie.

Il s'agit d'un bâtiment d'une superficie de **1059.25m²** (Hors œuvre) qui se développe sur deux étages, contenant un patio surplombé d'une coupole.

Il s'agit d'un monument classé par un arrêté de protection depuis le 1er septembre 2000.

2- DECOMPOSITION EN LOTS

Le présent marché est conclu sous la forme **d'un marché à lot unique dans le respect de l'article L2113-11 du Code de la commande publique.**

Il n'est pas prévu d'allotissement sur ce marché pour les raisons suivantes :

- le projet présente une complexité technique élevée nécessitant une coordination étroite entre les différents corps de métier, l'allotissement peut compromettre la cohérence et la bonne réalisation des travaux.
- l'interdépendance des prestations : les différentes prestations sont fortement interdépendantes, l'allotissement peut entraîner des difficultés de coordination et des risques de retards.

3- DISPOSITION GENERALE ET ADMINISTRATIVE

3.1. Ordre de priorité des pièces du marché

Les pièces contractuelles du marché, dans l'ordre de prévalence en cas de contradiction sont les suivantes :

- 1- Acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes
- 2- Le présent cahier des charges administratives particulières (CCAP)
- 3- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP)
- 4- La décomposition des prix global et forfaitaire (DPGF)
- 5- Les pièces graphiques
- 6- Le calendrier d'exécution établi par le soumissionnaire
- 7- L'organigramme du personnel d'encadrement du chantier
- 8- Le code de conduite d'EXPERTISE FRANCE (disponible via le lien suivant :

CONTRAT DE TRAVAUX

Expertise France
40, Boulevard de Port-Royal - 75005 Paris – France
SIRET : 808 734 792 00035

<https://www.expertisefrance.fr/documents/20182/426622/Expertise+France+%E2%80%93+Code+de+conduite/2408659b-a84e-45ac-a142-47d5dc21faff>

- 9- Annexe contractuelle (DAJ_M050) portant sur le traitement de données personnelles en cas de sous-traitance RGPD (collecte de données personnelles au nom d'EXPERTISE FRANCE).
CCAG - Cahier des clauses administratives générales (français) applicables aux marchés publics de travaux

Toute norme ou détail mentionné dans les pièces écrites du présent marché et non mentionnés dans les plans et vice-versa seront considérés comme étant conjointement mentionnés dans les deux documents.

En cas de divergence entre deux pièces du marché, c'est la pièce portant le numéro d'ordre moins élevé qui prime. Dans le cas où la divergence est entre les dispositions d'une même pièce ou de pièces portant le même numéro d'ordre, ce sont les dispositions les plus restrictives qui l'emportent

3.2. Législation régissant le marché

Le titulaire devra se conformer à tous les textes, lois et dispositions diverses qui pourraient intervenir au cours de l'exécution du Marché à la Législation Tunisienne en vigueur, y compris le domaine social et fiscal.

Le présent Marché reste soumis notamment :

- au Code du travail (Tunisie),
- au Code du Patrimoine Archéologique, Historique et des Arts Traditionnels, (Tunisie)
- au Code de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et ses textes d'application, (Tunisie)
- au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (français),(CCAG) - Arrêté du 30 mars 2021

Le titulaire est tenu de respecter toute les normes, lois et réglementation afférentes à son secteur d'activité, il est également responsable de l'évolution normative liée à son activité.

CONTRAT DE TRAVAUX

Expertise France
40, Boulevard de Port-Royal - 75005 Paris – France
SIRET : 808 734 792 00035



CONTRAT DE TRAVAUX

Expertise France
40, Boulevard de Port-Royal - 75005 Paris – France
SIRET : 808 734 792 00035

4- DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les caractéristiques techniques des prestations sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et l'ensemble des pièces graphiques.

5- PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage délégué pourra confier au titulaire des prestations similaires dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du code de la commande publique français.

6- PARTIES PRENANTES ET RESPONSABLES DES PRESTATIONS

6.1. Parties prenantes

Pour le présent Marché, les désignations sont les suivantes :

Le "**Maître d'Ouvrage**" est La municipalité de Hammam Lif désigné par l'expression "Maître d'Ouvrage".

Dans le présent CCAP ainsi que dans toutes les pièces contractuelles du présent marché le Maître d'ouvrage est désigné par « Maître d'ouvrage » ou « la municipalité de hammam Lif », il représenté par son secrétaire général.

Dans le présent CCAP ainsi que dans toutes les pièces contractuelles du présent marché le Maître d'ouvrage délégué est désigné par « **Maître d'ouvrage délégué** » ou « **EF** » ou « **EXPERTISE France** », il représenté par son Directeur, M. Jérémie PELLET ;

Le suivi des prestations est assuré par le maître d'ouvrage délégué ou son représentant dûment habilité à cet effet.

Les "**Maîtres d'Œuvres**" sont les personnes physiques ou morales chargées par le Maître d'Ouvrage Délégué pour la conception, la direction, le contrôle de l'exécution des travaux et la proposition des réceptions et leurs règlements.

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement d'étude ayant pour chef de File M. Karim CHAABANE.

6.2. Pour le titulaire

Dès la notification du marché, et le cas échéant conformément à son offre, le titulaire désignera une personne habilitée à assurer la conduite des prestations et communiquera ses coordonnées

au responsable des prestations d'Expertise France.

Si cette personne n'était plus en mesure d'accomplir sa mission ou était remplacée, le titulaire doit en aviser immédiatement le responsable des prestations d'EXPERTISE France et le maître d'œuvre par tous moyens et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

À ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant, et d'en communiquer ses coordonnées, ainsi que les nom(s), qualifications et expériences au responsable des prestations du maître d'ouvrage délégué dans les plus brefs délais.

Au vu des éléments fournis, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser le(s) interlocuteur(s) initiaux ou le(s) remplaçant(s) dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception des informations concernant le(s) interlocuteur(s) ou le(s) remplaçant(s). Le titulaire devra alors proposer un remplaçant dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

7- INTERVENANTS ET FORME DE NOTIFICATION

7.1. La Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est : le groupement d'étude représenté par Karim CHAABANE composé de :

Architecture :

Arké Architecture	Karim CHAABANE – Architecte Mandataire Selim ADHOUM – Architecte Associé
ZM ARCHITECTURE	Haïfa MILED - Architecte Associée Faten ZEMNI- Architecte Associée
Richter+partner	Hans Philip RICHTER- Architecte Associée

Bureaux d'étude technique :

BET structure	Alpha Engineering représenté par Imed MEBAZAA
BET électricité	Telec Engineering représenté par Yassine YAHIAOUI
BET fluide	Polytec Engineering représenté par Abdelhamid TOUIL

CONTRAT DE TRAVAUX

Expertise France
40, Boulevard de Port-Royal - 75005 Paris – France
SIRET : 808 734 792 00035

Il est chargé d'une mission comprenant :

- Le diagnostic (DIAG)
- Les études d'avant-projet sommaire (APS) ;
- Les études d'avant-projet définitif (APD) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'Assistance à la passation des marchés de travaux (AMT) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par le titulaire (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait Achèvement » (AOR) ;
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE).

7.2. Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique.

Ce contrôle est assuré par : Bureau **VERITAS** Tunis Tunisie.

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont relatives :

- **Mission LP :**

Mission LP est composée de La mission de base **L** relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables, et de la mission **P1** relative à la solidité des éléments d'équipement dissociables, ceux qui peuvent être retirés sans porter atteinte aux ouvrages ci-dessus (les cloisons, par exemple).

- **Mission SEI** : portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les établissements recevant du public (ERP) (arrêté du 28 mars 2007).
- **Mission LE** complémentaire pour que le contrôleur technique se prononce sur la solidité du bâtiment existant,

7.3. Autres intervenants

Cette liste n'est pas restrictive, le maître d'ouvrage délégué a le pouvoir de mandater les intervenants de son choix pour les missions qui elle juge nécessaires pour le bon déroulement des prestations de ce marché.

8- NOTIFICATION

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite soit directement au titulaire contre récépissé, soit par échanges dématérialisés ou supports électroniques permettant d'attester la date et l'heure de réception de la notification.

8.1. Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques pourront être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire. Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenues au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social, - aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- de façon générale, à toutes les modifications de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

8.2. Forme de notification

Les informations (Adresse postale ou électronique...) mentionnées dans les documents particuliers du marché ou à défaut son siège social sont les supports de toutes notification du titulaire du marché.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage délégué et/ ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

Ces notifications sont considérées comme étant une correspondance officielle. Le titulaire du marché ou le mandataire du groupement devra s'assurer du bon fonctionnement en temps réel de son adresse e-mail.

8.3. Ordre de service

Les ordres de service sont écrits, signés par la maîtrise d'œuvre, datés et numérotés et envoyés nécessairement au titulaire à son adresse électronique. Celui-ci renvoie immédiatement à l'adresse électronique de la maîtrise d'œuvre le document après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit à la maîtrise d'œuvre dans un délai de quinze jours à compter de sa réception. Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Les ordres de service relatifs à des travaux sous traités sont adressés au titulaire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

Les ordres de services engageant la sécurité des personnes, des biens ou occasionnant des travaux supplémentaires qui sont susceptibles d'avoir une incidence financière par rapport aux prévisions du marché, sont contresignés par le Maître d'Ouvrage délégué.

9- ALLOTISSEMENT

Le présent marché est conclu sous la forme d'un marché à lot unique. La réalisation de l'opération contient la liste des prestations définies ci-dessous :

LOT UNIQUE
Prestation 1: Gros Œuvre
Prestation 2: Second Œuvre
Prestation 3: Menuiserie en Bois
Prestation 4 : Plâtrerie
Prestation 5 : Menuiserie Métallique
Prestation 6 : Electricité

10- PÉRIODE DE PRÉPARATION ET CALENDRIER D'EXÉCUTION

10.1. Etat des lieux avant travaux

Le titulaire devra préalablement réaliser, par une personne habilitée à le faire, un état des lieux consigné dans un rapport contenant un reportage photo du bâtiment avant les travaux.

Ce rapport devra être communiqué à la MOAD et à la MOE pour validation.

10.2. Période de préparation

Le présent marché public comporte une période de préparation d'une durée de 04 semaines (cf. Planning prévisionnel travaux DCE). Cette durée est incluse dans le délai global d'exécution du marché.

Durant la période de préparation le titulaire du marché est redevable de fournir :

- Le plan d'installation de chantier PIC, incluant entre autres la signalisation ainsi que toutes les prestations incluses dans l'installation de chantier tel que décrite au CCTP.
- Les dossiers d'exécution Structure, VRD, Architecture et lots technique en plus des notes

CONTRAT DE TRAVAUX

de calcul nécessaires.

- Les cahiers des détails, les plans d'ateliers, les notices sur la méthodologie d'intervention, les fiches techniques tel que demandées, pour chaque prestation, dans le CCTP.
- Le planning détaillé du projet, incluant le planning des fournitures.

La période de préparation inclue aussi la réalisation de l'installation du chantier après validation du PIC par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

La période de préparation et le démarrage du délai global d'exécution des travaux sont déclenchés par la notification d'un ordre de service (OS) au titulaire.

En cas de retard dans l'établissement, la remise ou la rectification de ces pièces, il sera fait application de la pénalité fixée à l'article 21 du présent CCAP.

10.3. Calendriers d'exécution

Le délai d'exécution est de **20 mois**.

Le planning contractuel est celui fourni par l'entreprise dans son offre finale.

Néanmoins, si la maîtrise d'œuvre estime que le planning n'est pas suffisamment détaillé, qu'il comporte des manquements ou que des rectifications sont nécessaires le titulaire est redevable d'apporter toutes les rectifications jugées nécessaires lors de la période de préparation. Ce planning devra comporter :

- pour chaque tâche principale, les moyens (en personnel et en matériel) qu'elles seront en mesure de mettre en œuvre pour sa réalisation
- en fonction de ces moyens et pour ces mêmes tâches, leurs délais d'exécution envisagés.
- L'entreprise devra également y indiquer toutes les tâches nécessitant un délai de fabrication ou d'approvisionnement supérieur à deux (2) semaines.

Ce planning rectificatif, après approbation de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage se substituera au planning soumis lors de l'appel d'offre et portera l'engagement entier du titulaire du marché.

Toute modification du Planning travaux sera notifiée par OS au titulaire et fera l'objet d'un nouveau numéro. Dans ce cas, le titulaire sera tenu de réaliser la prestation selon les délais définis dans l'OS et dont il portera l'entière responsabilité

11- ORGANISATION DU CHANTIER

11.1. Installation de chantier

Le titulaire devra soumettre au maître d'ouvrage délégué dans un délai de sept (7) jours calendaires à dater de la notification de l'Ordre de service l'invitant à commencer les travaux, le projet de ses installations de chantier, de la liste exacte du matériel qu'il compte utiliser. L'installation du chantier devra être finie, et toutes les réserves que pourra notifier la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre levée par l'entreprise dans un délai ne dépassant pas 30 à partir de l'Ordre de service de démarrage des travaux

Le projet des installations de chantier devra comporter des propositions du titulaire concernant :

- Le maintien de la circulation pendant les travaux.
- Ses propres bureaux et annexes et ceux du maître d'ouvrage délégué.
- Les aires de stockage des matériaux agrégats et conduites.
- Les ateliers de fabrication sur site
- Les aires de stockage des matériaux récupérés.
- Les aires couvertes de stockage du ciment ou de l'acier.
- Le stationnement du matériel et les aires d'entretien.
- Ainsi que l'ensemble des dispositions décrites dans le CCTC et le CCTP

Il appartient au titulaire de réaliser toutes alimentations en eau, énergie électrique, téléphone et autre, nécessaires au fonctionnement de chantier. Elle réglera également aux Administrations intéressées, les redevances correspondantes et éventuellement les redevances relatives aux implantations des poteaux, canalisation, hors de l'emprise de ses installations de chantier.

Le chantier devra être constamment tenu en état de propreté et de rangement.

Avant la remise du bâtiment au MOD., une visite et nettoyage systématique des canalisations des eaux pluviales et des eaux usées, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments seront effectués par le titulaire.

Le titulaire se charge d'en tenir compte dans son offre le calcul des frais de chantier.

11.2. Réunions de chantier

Le titulaire ou son représentant se rend dans les bureaux du Maître d'Œuvre ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants. La périodicité de ces réunions de chantier est fixée par le Maître d'Œuvre durant la période de préparation du chantier. Elle peut être modifiée à son initiative en cours de travaux. Des réunions de travail peuvent être organisées à l'initiative du Maître d'Œuvre, du conducteur d'opération s'il y a lieu ou du Maître d'Ouvrage délégué et peuvent se tenir indifféremment dans le bureau de chantier, chez le Maître d'Œuvre ou chez le conducteur d'opération.

Si le titulaire se présente avec un retard de plus de 30 minutes à un rendez-vous ou une réunion avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre ou le conducteur d'opération, il encourt une pénalité sur simple constatation du retard tel qu'indiqué dans l'article 21.

11.3. Photos de chantier

Des photos doivent être prises chaque fois qu'il est nécessaire de faire le constat de travaux concernant des ouvrages destinés à être cachés ou à disparaître (par exemple protection des ouvrages enterrés). Par ailleurs, pendant toute la durée du chantier, le titulaire établit chaque mois un rapport photographique composé d'un minimum de 30 photos illustrant l'avancement du chantier. La diffusion de ce rapport photographique est faite au Maître d'Œuvre et au Maître d'ouvrage délégué par courrier électronique.

11.4. Bureau de chantier

Dès la période de préparation, le titulaire devra installer les bureaux de chantier à un emplacement approuvé par le Maître d'Œuvre, le bureau de contrôle et le Maître d'Ouvrage délégué.

L'ensemble devra abriter :

- Le bureau du chef du projet du Maître d'ouvrage délégué
- le bureau du titulaire pour deux personnes.
- Un espace de réunion d'une surface suffisante pour les réunions de chantier.
- Un espace sanitaire en nombre suffisant.

Ces espaces seront équipés de tout mobilier, matériel et équipements divers notamment informatiques et de reprographie nécessaires (une imprimante A3, un appareil photo numérique, Un photocopieur/scanner multifonction, un réfrigérateur) afin que l'ensemble des intervenants puisse travailler dans un environnement correct et tenir des réunions de chantier dans les meilleures conditions possibles.

Ces espaces seront chauffés et climatisés.

Par ailleurs le titulaire du marché devra équiper de manière permanente son bureau de chantier d'un équipement pharmaceutique de premiers soins, qui restera propriété de l'entrepreneur après la réception du chantier. Tous les frais de matériel de bureautique propre au chantier sont à la charge de l'entrepreneur.

Ces équipements deviendront la propriété du Maître d'Ouvrage après la réception de l'ouvrage

11.5. Panneau de chantier

Deux panneaux de chantier qui devront être placés en évidence à un emplacement d'où ils seront parfaitement visibles de l'extérieur sur la route principale menant au chantier. Ils auront une dimension de 1.5m x 2.5m

Le projet des panneaux de chantier doit être présenté pour approbation dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent l'ordre de service pour commencer les travaux. Ces panneaux seront placés dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent après approbation du projet des panneaux par le maître de l'ouvrage délégué :

Le panneau de chantier sera en tôle avec support rigide montrant une image de synthèse en 3D globale du projet en couleurs (le support numérique sera fourni par l'Architecte) et contenir à minima les informations ci-après :

REPUBLIQUE TUNISIENNE MUNICIPALITE DE HAMMAM LIF (LOGO)	
3D du projet	
PROJET DE RESTAURATION ET DE VALORISATION DU CASINO DE HAMMAM LIF	
Le Maître d'Ouvrage: Municipalité de Hammam Lif	LOGO
Le Maître d'Ouvrage Délégué : Expertise France	LOGO
Bailleurs : l'union européenne	LOGO
CONCEPTEURS	
Architecte	
<ul style="list-style-type: none"> - Architecte : - Arké architecture - Karim CHAABANE – Architecte Mandataire - Selim ADHOUM – Architecte Associé - ZM ARCHITECTURE - Haïfa MILED Architecte Associée - Faten ZEMNI- Architecte Associée - Richter+partner – Architecte Associé - Hans Philip RICHTER 	LOGO
Bureaux d'étude technique :	
<ul style="list-style-type: none"> - BET structure Alpha Engineering représenté par Imed MEBAZAA - BET électricité Telec Engineering représenté par Yassine YAHIAOUI - BET fluide Polytec Engineering représenté par Abdelhamid TOUIL 	LOGO
Contrôleur Technique	
Bureau de Contrôle Veritas	LOGO
ENTREPRISE	
Entreprise XXXX (chef de file en cas de groupement)	LOGO
Entreprise XXXX (en cas de groupement)	LOGO
Entreprise XXXX (en cas de groupement)	LOGO

CONTRAT DE TRAVAUX

Expertise France
40, Boulevard de Port-Royal - 75005 Paris – France
SIRET : 808 734 792 00035

12- DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

Les dispositions de l'article 40 du CCAG-Travaux s'appliquent, à l'exception des précisions du dernier alinéa ci-après.

En cas d'erreurs constatées lors de l'analyse des données transmises par le titulaire au maître d'œuvre, celles-ci seront communiquées au titulaire. Ce dernier devra rectifier les données initiales et les transmettre au maître d'œuvre dans un délai de dix (10) jours à compter de la communication des erreurs.

La liste des documents à remettre au titre du DOE est indiquée à l'article 1.3.2 du CCTP.

Par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 40.1 du CCAG-Travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être transmis au maître d'œuvre au plus tard à la date des opérations préalables à la réception fixée par le maître d'œuvre.

13- RÉCEPTION ET LEVÉE DES RÉSERVES

13.1. Opérations préalables à la réception

Le Titulaire avise à la fois, le maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, par un courrier électronique signé et daté à leur adresse respective, de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés. La date d'achèvement des travaux doit être conforme à celle précisée dans le calendrier détaillé d'exécution notifié par OS.

Le maître d'ouvrage, avisé par le maître d'œuvre de la date de ces opérations, peut y assister ou s'y faire représenter. Le procès-verbal des opérations préalables à la décision de réception mentionne soit la présence du maître d'ouvrage délégué, soit, en son absence, que le maître d'œuvre l'avait avisé.

En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié. Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que besoin :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- Les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- La constatation éventuellement d'inexécution des prestations prévues au marché ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation éventuellement d'imperfections ou malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal de réception dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par le titulaire. Si le titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire.

Par dérogation au délai prévu à l'article 41.2 du CCAG-TVX, postérieurement à la date de signature du procès-verbal, le maître d'œuvre fait connaître au titulaire s'il a ou non proposé au maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date

d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

13.2. Réception de l'ouvrage par le maître d'ouvrage

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage déléguée, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

13.3. Levée des réserves

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception ou, en l'absence d'un tel délai, trois (3) mois avant l'expiration du délai de garantie définie à l'article 44-1 du CCAG Travaux.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet sous une semaine.

Les travaux à réaliser en vertu des réserves inscrites au procès-verbal de réception ou pour effectuer les remises en ordre dues au titre des garanties contractuelles ou légales seront exécutés par les moyens les plus rapides, dans le respect des stipulations contractuelles du marché, de manière que la gêne ou le risque pouvant en résulter pour le maître d'ouvrage soit réduit au minimum. Les modalités de remise en état doivent en tout état de cause faire l'objet d'un accord préalable du maître d'ouvrage et se déroulera dans le respect du règlement intérieur de fonctionnement de l'établissement.

Tous les frais liés directement ou indirectement à ces travaux sont à la charge du titulaire défaillant, y compris les frais de déplacement et de séjour de l'entreprise suppléante.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard

à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfection sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfection, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

14- GARANTIES CONTRACTUELLES

Les dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux s'appliquent, complétées par les dispositions ci-après.

Dans le cadre de la garantie, le titulaire devra intervenir dans les quarante-huit (48) heures à compter de la réception de la demande formulée par le maître d'ouvrage délégué. En cas de non-respect du délai d'intervention susmentionné, le maître d'ouvrage délégué pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire après mise en demeure restée infructueuse.

14.1. Garanties financières

Retenue de garantie Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 3% ou 5 %, augmenté du montant des modifications éventuellement intervenues en cours d'exécution dans les conditions prévues aux articles R2192-32 et suivants du code de la commande publique. La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du Titulaire, par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article R2191-35 du code de la commande publique ou par une caution personnelle et solidaire. La caution de substitution devra être libellé au nom du maître d'ouvrage et non à celui d'Expertise France :

La municipalité de Hammam Lif Adresse : Rue Tahar Sfar, Hammam-Lif CP 2050 Tunisie

Représenté par : xxxxxx

Cette caution devra couvrir la période de garantie de parfait achèvement. A réception de cette caution bancaire, la retenue de garantie sera libérée et le marché soldé. Le montant de la garantie à première demande ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché y compris ses modifications en cours d'exécution. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont

reversés au Titulaire après constitution de la garantie de substitution. Les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au Titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

14.2. Garantie de parfait achèvement

L'ensemble des garanties contractuelles prend effet à compter de la réception du marché. Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, en application de l'article 44 du CCAG Travaux. Si à l'expiration des délais de garantie, le Titulaire n'a pas remédié aux imperfections notées en réserves ou procédé aux reprises énoncées, le délai de garantie en cause peut être prolongé par décision du Maître d'ouvrage délégué ou Maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des prestations, que celles-ci soient assurées par le Titulaire ou qu'elles le soient d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG travaux. Lorsque pendant le délai des garanties, la constatation d'avaries indique un vice général de la qualité concernant les matières premières, la fabrication des éléments d'équipement ou les travaux, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire reprendre, aux frais du Titulaire, tout ou partie des ouvrages ou équipements incriminés. Pendant la période de garantie le Titulaire doit intervenir afin de remédier aux désordres dans les conditions suivantes et à la demande du maître d'ouvrage :

- Si le désordre est de nature à apporter un trouble de jouissance des locaux, Le Titulaire sera prévenu par appel téléphonique, télécopie ou mails et devra intervenir immédiatement. Une confirmation par le Maître d'ouvrage sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Si le désordre n'est pas de nature à apporter un trouble de jouissance des locaux le Titulaire prévenu par lettre recommandée avec accusé de réception aura un délai de 15 jours à compter de la réception de la lettre pour intervenir. - Dans le cas où le Titulaire n'a pas satisfait à ses obligations concernant les réfections, ou remises en état etc... le Maître d'ouvrage fera exécuter les travaux par l'entreprise de son choix, aux frais risques et périls de " Titulaire défaillant, le tout en application des dispositions de l'article 1792-6 alinéa 4 du Code civil. Le Titulaire s'engage à

intervenir sous 24 heures pour remédier aux défauts, malfaçons, imperfections diverses qui engendrent un trouble de jouissance, un usage anormal de l'opération, ou risque relatif à la sécurité des personnes ou à la stabilité de l'ouvrage, qui lui seront notifiés par le Maître d'ouvrage soit : - par courriel, - par appel téléphonique, - suivi de confirmation écrite, par lettre recommandée avec accusé de réception. Passé ce délai, le Maître d'ouvrage fera exécuter les travaux aux frais, risques et périls du Titulaire dans les conditions de l'article 1792-6 alinéa 4 du code civil. Lequel n'aura pas la faculté de contester le coût des travaux effectués pour son compte. Durant cette période, et conformément à la législation, il est rappelé au Titulaire qu'il est tenu de remédier par ses propres moyens à tous désordres ou anomalies de la réalisation de ses travaux.

14.3. Protection de la main d'œuvre et condition de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire et aux sous-traitants éventuels sont celles prévues par les lois et règlements tunisiens en vigueur relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

14.4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs

Le Titulaire devra proposer un document contenant les dispositions à prendre pour la sécurité des personnes et du bâtiment durant l'exécution des travaux. Il devra désigner également parmi son personnel sur chantier un référent HSE (Hygiène, sécurité, environnement) qui sera responsable de l'application des règles de sécurité selon les dispositions de la note méthodologique proposée.

Ce document doit faire l'objet de validation par le Moe dans le cadre de sa mission (visa) et par le MOAD.

En cas de manquement aux obligations, le maître d'ouvrage déléguée pourra appliquer des pénalités financières tel que décrit à l'article 21.

14.5. Sécurité et hygiène

Il appartient au titulaire de demander les autorisations administratives nécessaires à l'organisation du chantier.

Le Maître d'Ouvrage peut apporter si nécessaire son assistance pour ces démarches. Le titulaire doit se conformer au droit local concernant la protection, l'hygiène et la sécurité de la main-d'œuvre. Il prend en compte l'ensemble des recommandations édictées par le Maître d'Œuvre en

cours de chantier.

Durant la période de préparation il soumettra à l'approbation du Maître d'Œuvre un plan de prévention d'hygiène et de sécurité qui détaillera les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Il y apportera toutes les modifications qui lui seront demandées par le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage. Le titulaire devra prévoir les soins immédiats sur le chantier et les moyens d'évacuation rapide de toute personne accidentée, soit à l'établissement de soins le plus proche du lieu des travaux, soit à son domicile suivant la gravité de son état.

Elle devra disposer d'une personne capable d'assurer les soins consécutifs à des petits accidents, affectée en permanence sur le chantier, et disposant des moyens en produits pharmaceutiques adéquats.

Le titulaire est tenu de prévoir tous les équipements de sécurité pour les personnels.

En outre, les casques et chaussures de sécurité sont obligatoires. De plus, une dizaine de casques de chantier neufs supplémentaires seront réservés pour les visiteurs occasionnels. En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions mentionnés dans ce plan d'hygiène et de sécurité et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le Maître d'Œuvre peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet. En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes, du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre ne dégage pas la responsabilité du titulaire.

15- PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-TVX.

16- CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES

Il est fait application des articles 5.1 et 5.2 du CCAG-TVX.

17- DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le contrat s'insère dans une démarche de responsabilité sociétale ambitieuse. Cette démarche recouvre l'ensemble des missions contractuelles, elle a pour objet l'intégration systématique des enjeux sociaux et environnementaux dans toutes les activités. Le maître d'ouvrage s'inscrit, entre autres, dans la transition écologique à travers trois axes d'action principaux : sobriété énergétique, décarbonations, économie circulaire.

Le maître d'ouvrage délégué œuvre à limiter l'impact de ses activités sur l'environnement, notamment en promouvant un modèle de production et de consommation responsable visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre, la surexploitation des ressources naturelles, et l'émission de polluants et de substances dangereuses pour la santé.

Le titulaire doit, dans cet esprit, utiliser des méthodes de réalisation pour ces prestations correspondantes aux objectifs de la transition écologique : limiter les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre, intégrer les principes de l'économie circulaire, former les salariés sur ces enjeux.

17.1. Protection de l'environnement et respect du voisinage :

Le titulaire doit se conformer aux pièces particulières du marché qui fixent des prescriptions environnementales, notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Le titulaire doit prendre à ses frais et risques les dispositions nécessaires afin de minimiser les nuisances sonores, olfactives et visuelles pour le voisinage du chantier. Il mettra en œuvre toutes les mesures nécessaires pour limiter les émissions de poussière, de vibrations et de bruit, notamment par l'utilisation de matériels et de techniques appropriés. Les accès au chantier seront aménagés de manière à ne pas gêner la circulation des riverains et des piétons. Le titulaire veillera à la propreté des abords du chantier et à l'évacuation régulière des déchets.

En cas de plainte du voisinage, le titulaire s'engage à prendre immédiatement les mesures correctives nécessaires et à informer le Maître d'Œuvre, la maîtrise d'ouvrage déléguée des actions entreprises.

L'entreprise devra mettre en place un référent qui sera le contact direct des riverains en cas de problèmes. L'entreprise devra mettre en place, sur demande du maître d'ouvrage délégué, des panneaux d'informations à destination des riverains, indiquant la nature des travaux, les horaires,

et les contacts en cas de problèmes.

17.2. Occupation temporaire du domaine public

Les éventuelles autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé et les permissions de voirie doivent être demandées par le titulaire à l'autorité compétente. Le Maître d'Ouvrage peut apporter si nécessaire son assistance pour ces démarches.

18- CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

18.1. Actions en faveur de l'emploi et de la professionnalisation

Le chantier doit être un levier pour renforcer l'attractivité des filières des métiers d'art et du patrimoine. Cet objectif conduit le Maître d'ouvrage à promouvoir et valoriser ces métiers et les savoir-faire mobilisés sur le chantier, avec le concours des entreprises intervenantes sur le chantier, et favoriser la formation du plus grand nombre de personnes à ces métiers et savoir-faire notamment par l'apprentissage.

Le titulaire s'engage à promouvoir les métiers d'art et du patrimoine concourant à son activité au sein du chantier, conformément aux orientations figurant dans son offre, en prenant part aux actions de communication, de programmation et de médiation culturelle et de valorisation menées par le Maître d'ouvrage.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à favoriser le recrutement d'apprentis et la formation professionnelle continue de ses salariés.

La maîtrise d'ouvrage suivra les actions menées par le titulaire en faveur de l'emploi et de la formation

18.2. Visites d'étude et sensibilisation aux travaux de restauration

Dans le cadre de la sensibilisation aux métiers de la restauration du patrimoine et de la transmission des savoir-faire, le titulaire du présent marché s'engage à faciliter l'organisation de visites d'étude sur le chantier. Ces visites ont pour objectifs de :

- Permettre à des publics variés (scolaires, étudiants, professionnels, grand public) de découvrir les techniques et les enjeux de la restauration du patrimoine.
- Valoriser les métiers de la restauration et susciter des vocations.
- Contribuer à la sensibilisation du public à la préservation du patrimoine.

18.3. Modalités des visites d'étude

Les visites seront organisées à l'initiative du maître d'ouvrage ou du Maître d'ouvrage délégué, en concertation avec le titulaire du marché. Le calendrier et les modalités des visites seront définis en tenant compte des contraintes du chantier et des impératifs de sécurité.

Le titulaire du marché s'engage à :

- Accueillir les groupes de visiteurs dans des conditions optimales de sécurité.
- Mettre à disposition un personnel qualifié pour présenter les travaux en cours et répondre aux questions des visiteurs.
- Fournir les informations et les supports pédagogiques nécessaires à la bonne compréhension des travaux.

Le nombre de visiteurs et la fréquence des visites seront limités afin de ne pas perturber le bon déroulement du chantier.

Le titulaire du marché devra s'assurer que les visiteurs portent les équipements de protection individuel nécessaires à la visite.

19- PRIX DU MARCHE

Les prix des prestations sont des prix (forfaitaires). Ils sont définitifs et réputés comprendre toutes les dépenses et sujétions énumérées à l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux notamment :

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différentes prestations ainsi que les interfaces liées à l'exécution de l'opération globale ;
- en tenant compte des frais de coordination des études, des frais spéciaux ;
- en tenant compte des sujétions ci-après :
 - Le titulaire devra, sans pouvoir demander aucune indemnité ou augmentation du prix souscrit, se conformer aux instructions qui lui seront données par le Maître d'Œuvre en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie des ouvriers, l'emplacement du dépôt du matériel et des matériaux, l'enlèvement des gravats et autres et les livraisons,
 - Le titulaire supportera sans indemnité ni augmentation du prix souscrit, les interruptions de travail nécessitées par la circulation routière, piétonne aux alentours. Il prendra à sa charge toutes les mesures qui lui seront indiquées pour ne réaliser aucune gêne.

De plus, les prix sont réputés comprendre, en complément des dispositions du CCTP et de l'article 9.1 du CCAG-Travaux :

- L'obligation d'effectuer les livraisons, les travaux bruyants, approvisionnements conformément aux dispositions du CCTP ;
- L'obligation d'assumer toutes les difficultés résultant de la situation ou de la nature du bâtiment ou de l'ouvrage, plus particulièrement :
 - o Le temps perdu pour difficulté d'accès, de circulations, de montages, relais et reprise de transport, etc... quelle que soit la distance ;
 - o Les majorations horaires ou frais spéciaux pour travaux minimes ;
 - o Tous les frais de panier, petits et grands déplacements, indemnités de transport ;
 - o L'obligation de tenir compte d'éventuels chantiers limitrophes et concomitants ;
 - o Le titulaire sera réputé confirmer le prix, qui ne donnera lieu à aucun supplément au titre du marché, ayant reconnu au cours de sa visite du site avoir tenu compte des différentes sujétions résultant des difficultés qu'il pourrait rencontrer en cours d'exécution.
- L'obligation d'emploi d'une main d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des travaux à réaliser ;
- L'obligation d'emploi des matériaux de choix ;
- Les précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties conservées de la construction ;
- Les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens, et notamment sur les échafaudages sur la voie publique ;
- Les frais découlant de la mise en conformité aux mesures de protection contre l'incendie qui lui seront prescrites ;
- Les frais d'installations de chantier, d'accès d'échafaudages, de protection, d'engins de levage et de transport dans les conditions décrites au CCTP ;
- Les frais d'assurances mentionnés dans le présent CCAP ;
- Les frais d'établissement des études d'exécution et de participation aux réunions de coordinations ;
- Les frais d'établissement des documents fournis après exécution ;
- Les frais de nettoyage conformément aux mentions, notamment au rythme, décrits au CCTP ;
- Les frais de réalisation et de mise au point des prototypes et de fourniture des échantillons ;

- Les frais de coordination à charge du mandataire (pour les groupements d'entreprises) ;
- Les frais résultants des demandes du bureau de contrôle technique
- Les frais de reproduction des plans et DOE et de toutes pièces nécessaires à la réalisation des travaux telles qu'elles sont définies au CCTP ;
- Les frais d'établissement des devis en réponse aux demandes de modifications formulées par le maître d'œuvre et/ou par le maître d'ouvrage délégué ;
- Les frais et taxes à la charge des entreprises relatifs aux travaux de raccordement des concessionnaires ;
- Les frais résultants des demandes et observations du maître d'œuvre concernant notamment la reprise des plans non conformes ;
- Les frais de réalisation et d'exécution nécessaires à l'obtention des avis techniques ainsi que ceux relevant des assurances ;
- Les frais de réalisation des sondages éventuels supplémentaires et des relevés d'état des lieux.

Le titulaire doit prendre les plus grandes précautions pour que les travaux n'apportent pas de nuisances (bruits, salissures, détériorations, difficultés d'accès, etc.).

Les entreprises s'engageront à respecter le cahier des consignes de sécurité internes à EXPERTISE FRANCE.

Les prix sont fermes et non révisables pendant la première année du contrat.

Au début de la deuxième année du contrat et de chaque année qui suit, une fraction de chaque prix, peut être révisée à la hausse ou à la baisse, sur demande d'une des parties, adressée par écrit au plus tard trois mois avant la date anniversaire de la signature du contrat.

L'autre partie accuse réception de la demande dans les 15 jours suivant la réception de celle-ci.

Les nouveaux prix sont communiqués dès que l'indice définitif est disponible. Expertise France achète aux prix en vigueur à la date de la signature, par les deux parties, des bons de commande ou des marchés subséquents.

Ces prix-là ne sont pas révisables. Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché.

La révision est réglée par les dispositions suivantes : Cette révision est déterminée par l'évolution de l'indice ci-dessous.

Indice(s) utilisé(s) : Index Travaux Publics - TP10c - Réhabilitation de canalisations non visitables - Base 2010

Identifiant : 001711000

La révision est calculée selon la formule :

$$P = P_0 \times (x + (1 - x) \times I/I_0)$$

CONTRAT DE TRAVAUX

- **P** : prix révisé
- **Po**: prix initial du marché
- **x** : part fixe (ex. 0,125 soit 12,5%)
- **Io**: indice de référence (mois initial)
- **I** : indice à la date de révision

20- Dossier d'exécution

Le titulaire établit l'ensemble des plans d'exécution du projet sur la base du DCE, et selon les indications générales de l'article 1.3.3 CCTC ainsi que des indications spécifiques relative à chaque prestation dans le CCTP

Le titulaire soumettra à l'acceptation du Maître d'œuvre et du Contrôleur Technique le dossier d'exécution et les notes de calcul au plus tard trente (30) jours calendaires après la date de notification de commencement des travaux correspondant avec une copie sur support informatique approprié.

Le titulaire est tenu de réaliser les plans d'exécution nécessaires dans les délais impartis.

Le titulaire est censé de fournir les plans d'étalement des planchers qui seront approuvés par un contrôleur technique. Le matériel utilisé pour l'étalement (étais en bois ou métalliques, tours...) doit être en bon état et conforme aux normes et son utilisation reste sous sa responsabilité.

Il est responsable de ses plans d'exécution et l'approbation du Maître d'œuvre et du bureau de contrôle technique ne saurait le relever des erreurs ou omissions existants dans ses dessins.

Il appartiendra au titulaire de demander des renseignements nécessaires à la mise au point des dessins ou calculs et à l'exécution correcte des travaux. Ces renseignements lui seront notifiés dans le délai de quinze (15) jours calendaires suivant la date de réception de sa demande écrite.

Ces documents seront remis par Le titulaire en cinq (5) exemplaires papier et une copie numérique.

Lorsque le titulaire aura reçu notification de visa d'un dessin d'exécution, il devra dans les dix (10)

jours faire parvenir au Chef du Projet deux copies de ces dessins et les métrés, nomenclatures et notes de calculs correspondantes.

21- TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIFS

Le maître d'œuvre peut être amené au cours de l'exécution du marché à modifier l'importance ou la disposition des ouvrages prévus dans le cadre du marché.

Ces travaux supplémentaires ou modificatifs font l'objet d'un ordre de service signé du maître d'œuvre après accord du maître d'ouvrage, dans les conditions prévues aux articles 13.3 et 13.4 du CCAG-TVX.

Le titulaire établira dans les délais prescrits par le maître d'œuvre un devis de travaux. À ce devis, seront éventuellement joints, suivant les besoins et demandes de la maîtrise d'œuvre, le descriptif technique, les notes de calcul, les documents graphiques modifiés.

- Ouvrages de même nature que ceux figurant dans la DPGF

Le prix des ouvrages non prévus dans le marché, mais de même nature que ceux figurant dans la DPGF, est calculé en utilisant les prix unitaires de cette décomposition.

- Ouvrages ne pouvant être assimilés à ceux figurant dans la DPGF

Les sous-détails des prix unitaires pour les prix nouveaux sont élaborés en détaillant notamment les fournitures, la main d'œuvre, etc.

Le titulaire qui omettrait de transmettre un tel devis dans le délai imparti pourrait se voir dans l'obligation d'exécuter les travaux aux prix provisoires indiqués par le maître d'œuvre, conformément aux stipulations de l'article 13.5 du CCAG-TVX.

Cas particuliers des demandes provenant du titulaire :

Ces demandes ne pourront être prises en compte, après examen par le maître d'œuvre, qu'aux conditions suivantes :

- Ces modifications devront faire apparaître comme apportant un avantage certain ou s'avérer indispensable pour l'opération (moins-value financière, gain de temps, etc...);
- Elles devront être formulées à une date permettant leur analyse architecturale et technique par le maître d'œuvre ainsi que la négociation du devis correspondant, avant le démarrage du ou des travaux concernés qui seront prescrits par OS ;

- Elles devront être accompagnées d'un justificatif technique et financier portant non seulement sur les prestations demandées par le titulaire, mais également sur les conséquences techniques et financières éventuelles qui en découleraient pour les autres corps d'état ;
- Elles ne peuvent en aucune manière entraîner une augmentation des délais, faire varier en plus-value les conditions économiques de l'ensemble des marchés concourant à la réalisation de l'ouvrage, ni entraîner le non-respect par le maître d'œuvre de ses propres engagements contractuels en matière de niveau des prestations.

22- PAIEMENT DES PRESTATIONS

22.1. Avance

Une avance contre caution bancaire est versée au titulaire dans les conditions fixées à l'option A de l'article 10.1 du CCAG-Travaux et aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique français, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

L'avance versée est de **15%** du montant total du marché.

Le versement de cette avance est conditionné à la constitution d'une caution personnelle et solidaire. L'organisme apportant sa garantie est choisi parmi les tiers agréés dans le pays d'établissement du contractant.

Dans le cadre d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, cette garantie est fournie par le mandataire, pour la totalité du montant de l'avance.

Dans le respect des dispositions des articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'imputera sur les sommes dues au titulaire dès la présentation de la première demande de paiement. Il devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

22.2. Paiement

Le paiement des prestations forfaitaires s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAG-Travaux et aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique, par le versement d'acomptes mensuels dont le montant correspond à la valeur des prestations

auxquelles ils se rapportent.

Par dérogation aux dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCAG-Travaux, la gestion des décomptes et les acomptes par le titulaire, le maître d'œuvre et l'acheteur est assurée par traitement informatique (service d'échange électronique du projet).

22.3. Acomptes mensuels

Les acomptes mensuels sont établis dans les conditions fixées à l'article 12.2 du CCAG-Travaux en tenant compte des précisions suivantes :

- Le maître d'œuvre, à partir du décompte mensuel, dresse un projet d'état d'acompte mensuel, comprenant les différents éléments indiqués à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux, et l'adresse au Maître d'ouvrage dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception du projet de décompte.
- Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, le Maître d'ouvrage délégué accepte ou rectifie le projet d'état d'acompte mensuel établi par le maître d'œuvre. Le projet accepté ou rectifié devient alors l'état d'acompte mensuel sur la base duquel est réglé le montant de l'acompte. L'état d'acompte mensuel est notifié au titulaire par le Maître d'ouvrage.
- En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le Maître d'ouvrage délégué règle les sommes qu'il a admises.

En application des stipulations de l'article 10.4 du CCAG-Travaux, chaque acompte reçu dans les conditions du présent article comprend, s'il y a lieu, une part correspondant aux approvisionnements constitués en vue des travaux.

Les approvisionnements livrés sur chantier et pouvant faire l'objet d'un paiement se limitent aux profilés métallique et à la menuiserie livrée avec l'ensemble de ces accroires et prête à être posée- L'avance relative sera établie sur la base du sous-détail de prix et ne pourra en aucun cas excéder 60% du montant de la prestation complétée.

Les approvisionnements désignent les matériaux, produits ou composants de construction constitués par le titulaire pour l'exécution des travaux objet du marché et dont la date de commande est postérieure à la notification du marché.

Le montant correspondant s'obtient en appliquant aux quantités à prendre en compte les prix du bordereau de prix inséré dans le marché et les sous-détails de ces prix, relatifs aux matériaux, produits ou composants de construction à mettre en œuvre.

À l'appui de tout projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements, le titulaire produit :

- Tout document justificatif mentionnant au minimum la date de la commande, la description précise des approvisionnements, les quantités livrées ;
- Les références des prix unitaires ou des prix forfaitaires concernés.

Les matériaux, produits ou composants de construction ayant fait l'objet d'un acompte pour approvisionnement restent la propriété du titulaire. Ils ne peuvent toutefois être enlevés du chantier sans autorisation écrite du maître d'œuvre.

Le titulaire est responsable de leur bonne garde, quel que soit le lieu de stockage, et prend les mesures adéquates pour s'assurer qu'ils ne seront pas endommagés, ni affectés à un autre usage. A défaut, il s'engage à constituer de nouveaux approvisionnements équivalents à ses frais et risques.

22.4. Décompte final

Le titulaire transmet simultanément au maître d'ouvrage délégué et au maître d'œuvre son projet de décompte final dans un délai de trente (30) jours, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG - Travaux, à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Date de notification de la décision de levée des réserves,
- Date de remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et des documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO).

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le Maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de notification du projet de décompte final au maître d'œuvre.

22.5. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

Conformément à l'article 12.5.2 du CCAG le titulaire ou son mandataire est seul habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général. Sont seules recevables les

réclamations formulées ou transmises par ses soins.

22.6. Délai global de paiement

Le maître d'ouvrage délégué libèrera des sommes dues par virement bancaire dans un délai de **trente (30) jours** à compter soit de la réception de la facture ou du décompte.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant équivalent à 130 dinars tunisien.

22.7. Cession ou nantissement de créances

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique français.

23- FACTURATION

23.1. Contenu des factures

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement est seul habilité à présenter l'ensemble des factures au maître d'ouvrage délégué.

Chaque facture devra comporter, conformément aux dispositions de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, notamment les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La raison sociale,
- LE RNE et l'adresse du titulaire ;
- La désignation de la personne publique contractante à savoir EXPERTISE FRANCE ;
- Le numéro de la facture ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation des prestations effectuées ;
- Le montant H.T. détaillé des prestations et les quantités ;
- Le taux de TVA en vigueur et son montant ;
- Le montant total TTC des prestations ;
- Le numéro du compte bancaire du titulaire.

23.2. Envoi des factures dématérialisées

- Le SIRET de l'EXPERTISE France : **808 734 792 00035** ;
- Le numéro du marché ;XXXXXXXX
- Le numéro d'engagement juridique et le code service qui seront communiqués au titulaire après la notification du marché.

23.3. Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au Contrat comportent, outre les mentions légales (numéro d'immatriculation au registre des sociétés de TVA intracommunautaire), les indications suivantes :

- La raison sociale, l'adresse, le siège social du titulaire,
- Le numéro d'immatriculation au registre du commerce du titulaire (SIRET ou équivalent),
- La référence du compte bancaire,
- Le code du service correspondant au département prescripteur (indiqué à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**),

DEPARTEMENTS - DO	CODE SERVICE	DEPARTEMENTS DFT + DG	CODE SERVICE
Capital humain et Développement social	CHDS	Affaires Financières	AFFG
Développement durable	DDU	Moyens Généraux – Fonct.	MGFG
Gouvernance démocratique et droits humains	GDDH	Moyens Généraux –Invest.	MGINV
Gouvernance économique et financière	GEFI	Ressources Humaines	RHFG
Jumelages et activités bilatérales des admin.	JUM	Services Informatiques – Fonct.	SIFG
Paix, Stabilité et Sécurité	P2S	Services Informatiques –Invest.	SIINV
Relations experts	REX	Direction des fonctions transversales	DFT
Santé	SAN	Communication	COM
DO – Fonctions centrales	DO	Sureté	SUFG

- La référence du présent marché,
- La référence et l'intitulé du projet de coopération concerné (le cas échéant)
- La dénomination claire et précise des matériels et/ou fournitures vendues, et/ou des prestations effectuées...
- Si la domiciliation des paiements du titulaire n'est pas portée sur les factures, il sera joint un relevé ou une attestation d'identité bancaire ou postale, ainsi que la fiche tier obligatoirement complétée.

Les factures d'acompte seront accompagnées des justificatifs correspondants validés par Expertise France.

Les factures de solde (paiement partiel définitif) seront accompagnées de la copie de la décision de réception des prestations et/ou des fournitures correspondantes.

CONTRAT DE TRAVAUX

Toute pièce manquante empêchera les paiements.

23.4. Virement bancaire

Le paiement des prestations facturées sera effectué sur le compte bancaire identifié dans la fiche tiers.

Le paiement est toujours fait au nom de l'émetteur de la facture ou de la demande de remboursement des frais.

23.5. Taxe sur la valeur ajoutée

Le Titulaire du marché devra indiquer le taux de TVA applicable à l'opération ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération en mentionnant sur la facture les dispositions du Code général des impôts Tunisien.

Le Titulaire du marché qui bénéficie d'exonération de TVA devra mentionner sur les factures « TVA non applicable », selon les règles qui lui sont applicables.

23.6. Impôts et taxes

Le Titulaire supportera directement la charge de tous les impôts, droits et taxes de quelque nature qu'ils soient, qui pourraient lui être réclamés au titre du présent Contrat, tant dans le pays de son siège social que dans celui ou ceux d'exécution des prestations.

24- GARANTIES FINANCIÈRES

24.1. Retenue de garantie

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le montant de cette retenue de garantie est fixé à **10%** du montant du marché.

Les modalités de prélèvement de la retenue de garantie ainsi que son remboursement sont fixées aux articles R. 2191-34 et R. 2191-35 du code de la commande publique.

24.2. Garantie à première demande

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie prévue à l'article 19.1 du présent CCAP, uniquement une garantie à première demande, les cautions personnelles et solidaires n'étant pas acceptées.

Le fonctionnement de cette garantie de substitution est précisé aux articles R. 2191-36 à R. 2191 42 du code de la commande publique français.

En cas de libération, avant la période de GPA (garantie de parfait achèvement), une caution bancaire dit à première demande sera remise et libellé au nom de la Maîtrise d'ouvrage et non à celui d'Expertise France (maître d'ouvrage délégué).

En ce cas, la garantie doit couvrir la période dite de GPA. Elle pourra être remise par le titulaire à tout moment de l'exécution et au plus tard au solde du marché.

25- PÉNALITÉS

Le maître d'ouvrage délégué se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités au titulaire en cas de manquement dans l'exécution des prestations.

Le montant total des pénalités de retard ne pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 3400 TND pour l'ensemble du marché.

Par dérogation au 2^e alinéa de l'article 19.2.4 du CCAG-TVX, le maître d'ouvrage délégué n'invitera pas préalablement le titulaire à présenter ses observations.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités pouvant être appliquées sont les suivantes :

Retard dans l'établissement, la présentation et la correction des documents de préparation et d'exécution des travaux	En cas de dépassement des délais fixés pour la remise des pièces ou documents prévus au présent marché, le titulaire encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard et par document est fixé à cent (100) TND.
Retard dans l'exécution des travaux et dans la présentation d'échantillons, ou de prototypes	<p>Par dérogation à l'article 19.2.3, en cas de retard dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une phase pour laquelle un délai partiel ou une date limite a été fixé, il est appliqué une pénalité égale à trois cents (300) TND par jour calendaire de retard constaté.</p> <p>Les pénalités sont encourues du fait de la simple constatation du retard par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage à partir de la date limite ou de la fin du délai d'intervention prévu dans le calendrier détaillé d'exécution des travaux pour tout ou partie d'ouvrage.</p>

Retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux	En cas de retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux, le titulaire subira une pénalité de cent (100) TND par jour calendaire de retard constaté sur le délai imposé par le maître d'œuvre pour remédier à cette défaillance.
Retard dans le nettoyage	En cas de retard dans le nettoyage des espaces, le titulaire subira une pénalité de cent (100) TND par jour calendaire de retard constaté sur le délai imposé par le maître d'œuvre pour remédier à cette défaillance.
Respect des consignes de Sûreté – Sécurité – Hygiène	Tout manquement aux stipulations relatives à la sécurité, la sûreté et l'hygiène prévues au CCTP, au CCAG-TVX et, le cas échéant, à la méthodologie proposée par le titulaire et approuvée par le maître de l'ouvrage, entraînera l'application d'une pénalité de deux cents (200) TND par manquement et/ou par jour calendaire de retard constaté.
Retard aux réunions de chantier	Chaque retard constaté de plus d'une demi-heure aux réunions de chantier entraînera l'application d'une pénalité de cinquante (50) TND.
Absence aux réunions de chantier	Chaque absence constatée aux réunions de chantier entraînera l'application d'une pénalité de cent (100) TND.
Retard dans la production des contrats de sous-traitance	Application de la pénalité prévue à l'article 21 du présent CCAP.
Retard dans la levée des réserves à la réception	En cas de retard dans la levée des réserves relevant de l'article 41.6 du CCAG-Travaux, l'acheteur appliquera une pénalité de cent cinquante (150) TND par jour calendaire de retard constaté et par réserve non levée.

En cas de non-déclaration d'un sous-traitant	Le titulaire pourra se voir infliger une pénalité forfaitaire de 1000 dinars ainsi qu'une pénalité de 100 dinars par jour calendaire, dont le point de départ est la date de découverte du sous-traitant non déclaré jusqu'à la date de notification de l'acte spécial par courrier recommandé avec accusé de réception.
Gestion des déchets	Conformément à l'article 36.2.3 du CCAG-TVX, si le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation journalière des déchets provenant des travaux, il sera fait application des dispositions de l'article 37.2 du CCAG-TVX et d'une pénalité de cent (100) TND par jour calendaire de retard constaté à compter de la notification de la mise en demeure du titulaire jusqu'à l'évacuation effective des déchets et, à défaut, jusqu'à la prise en charge des déchets par un autre prestataire.
En cas de non remise des documents relatifs à la situation fiscale	En cas de non remise des documents relatifs à la situation fiscale comme mentionné dans l'article 22 de ce présent CCAP Le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 50 TND Tunisiens par jour calendaire de retard après l'issue du délai imparti pour fournir les documents
Retard dans la remise des documents fournis après exécution	Par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 40.1 du CCAG-TVX et, en cas de retard dans la remise des documents fournis après exécution, et après mise en demeure du titulaire, restée sans effet, celui-ci encourt la pénalité de cinq cents (500) TND par jour calendaire de retard constaté sur le délai

	précisé dans le courrier de mise en demeure.
Réfections pour imperfections techniques	En attente d'un accord entre le maître d'ouvrage délégué et le titulaire, les imperfections et malfaçons éventuelles pouvant relever de l'article 41.7 du CCAG-TVX feront l'objet d'une réfaction provisoire de 15% du montant hors TVA des travaux correspondants, tel qu'il résulte de la décomposition du prix global et forfaitaire du lot concerné.
Pénalités pour non-respect des remarques en matière de sécurité et de protection de la santé	<p>Le non-respect ou le refus de mettre en conformité les travaux ou matériaux avec les remarques en matière de sécurité et de protection de la santé sera sanctionné par une pénalité de deux cents (200) dinars par constat.</p> <p>Il est également prévu une pénalité de cent (100) TND par jour de retard sur la mise en œuvre des dispositions nécessaires pour y remédier, à compter du constat du non-respect ou du refus du Titulaire.</p> <p>Ces deux pénalités s'appliquent sans préjudice de l'incidence de coût de l'exécution de ces dispositions par un tiers.</p> <p>Le titulaire s'engage à saisir sans délai le représentant d'EXPERTISE FRANCE pour tout accident survenant à l'un de ses salariés employés sur le chantier. Tout manquement à cette obligation sera sanctionné par une pénalité de deux cents (200) TND par manquement constaté.</p>

Réfections pour imperfections techniques et malfaçons	En attente d'un accord entre le maître d'ouvrage délégué et le titulaire, les imperfections et malfaçons éventuelles pouvant relever de l'article 41.7 du CCAG-TVX feront l'objet d'une réfaction provisoire de 15% du montant hors TVA des travaux correspondants, tel qu'il résulte de la décomposition du prix global et forfaitaire du lot concerné.
Pour tout manquement non cité ci-dessus aux dispositions du présent CCAP, du CCTP ou du mémoire technique	L'acheteur se réserve la possibilité de déduire des sommes dues au titulaire de vingt-cinq pour cent (25%) du montant de l'incidence financière liée à la réalisation de prestations.

26- Mesures coercitives

Conformément à l'article 52 du CCAG-TVX, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le Maître d'Ouvrage délégué le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit. Sauf circonstances exceptionnelles engageant la sécurité des personnes ou des biens, Ce délai, n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, le Maître d'Ouvrage délégué peut décider de :

- Le maître d'ouvrage peut notifier au titulaire une décision écrite le mettant en demeure de terminer les travaux au plus tard dans le délai fixé dans la décision.
- Si l'entreprise n'a pas déféré à la mise en demeure, les travaux peuvent être confiés à une autre entreprise aux frais et risques de l'entreprise titulaire du présent marché ; ou bien le maître d'ouvrage pourra décider la résiliation de celui-ci, pour faute du titulaire, conformément à l'article 50.3 du CCAG-TVX.

27- SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations à condition d'avoir obtenu le maître d'ouvrage délégué l'acceptation de chaque sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement. Il est rappelé qu'en application des dispositions de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, **le titulaire ne peut intégralement sous-traiter l'exécution des prestations du présent marché.**

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution du marché, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée du marché. À cette fin, le titulaire devra présenter un formulaire DC4 (voir annexes)

L'original signé de la déclaration de sous-traitance doit en tout état de cause être adressé au maître d'ouvrage délégué avant tout début d'intervention du sous-traitant.

En cas de non-déclaration d'un sous-traitant, le titulaire pourra se voir infliger une pénalité forfaitaire de 1000 dinars ainsi qu'une pénalité de 100 dinars par jour calendaire, dont le point de départ est la date de découverte du sous-traitant non déclaré jusqu'à la date de notification de

l'acte spécial par courrier recommandé avec accusé de réception.

Cette pénalité sera appliquée, le cas échéant, sans mise en demeure préalable, sur simple constat du manquement.

En outre, cette pénalité n'exonère pas le titulaire des risques de résiliation pour faute auxquels il s'expose conformément au e) de l'article 50.3.1 du CCAG-TVX.

En tout état de cause, le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du marché, y compris celles qui sont sous-traitées.

Lorsque le montant des prestations sous-traitées est supérieur à l'équivalent de 1800 TND, le sous-traitant adresse s'il le souhaite une demande de paiement direct par EXPERTISE FRANCE.

28- RESPONSABILITES ET ASSURANCE

28.1. Assurances à la charge du titulaire

Du commencement du chantier jusqu'à la date de réception, l'entrepreneur est pleinement responsable du maintien en bon état des ouvrages qu'il exécute. Au cas où tout ou parties des ouvrages, y compris les ouvrages préexistants, subiraient des dommages au cours des travaux, l'entrepreneur doit le réparer et le remettre en état à ses frais de telle sorte que l'ouvrage soit au moment de la réception conforme aux spécifications du marché. L'entrepreneur est responsable pour tout dommage qu'il causerait à l'ouvrage à l'occasion de toute opération destinée à finir un travail inachevé ou destinée à satisfaire à ses obligations.

▪ Garantie tous risques chantier

La ou les entreprises de travaux souscriront une police tous risques chantier dont l'objet est de garantir notamment les dommages matériels accidentels en cours de travaux.

28.2. Assurances à la charge du maître de l'ouvrage

▪ Garantie décennale

Le maître d'ouvrage souscrira, au profit de l'ensemble des intervenants et conformément au droit applicable, une police « garantie décennale » couvrant les dommages affectant la solidité des ouvrages ou les rendant impropres à leur destination. Il est convenu que le montant réel de la quote-part du maître d'œuvre relative à la garantie décennale ne sera connu que lors de la souscription du contrat d'assurance. Le forfait de rémunération sera donc adapté en conséquence pour tenir compte de la quote-part réellement supportée par le maître d'œuvre. Ce dernier s'engage alors à isoler la part de sa rémunération dédiée à l'assurance décennale afin qu'elle puisse être ajustée au coût réel de cette dernière.

En tout état de cause, les modalités de souscription et de paiement de l'assurance en garantie décennale sont sans incidence sur les responsabilités qui incombent au maître d'œuvre au titre de la réglementation tunisienne (notamment en vertu des lois 94-9 et 94-10 du 31 janvier 1994).

28.3. Étendue de la responsabilité et renonciation à recours

Le fait pour le Maître d’Ouvrage de contracter la ou les polices ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumées par les constructeurs et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties éventuellement contractées par le Maître d’Ouvrage n’apportent à cet égard aucune modification et le titulaire renonce à exercer tout recours contre le Maître d’Ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette ou ces polices.

Ainsi, en ce qui concerne les risques qui n’entreraient pas dans les garanties telles qu’elles seraient contractées par le Maître d’Ouvrage, l’attention du titulaire est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d’assurance s’y rapportant, de souscrire éventuellement toutes garanties supérieures qu’il estimerait nécessaires, et plus généralement de souscrire toutes assurances complémentaires.

29- SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le titulaire devra fournir tous les six(6) mois jusqu’à la fin de l’exécution des prestations, les documents suivants :

- l’attestation mentionnée à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale ;
- Les pièces prévues à l’annexe 4 au code de la commande publique, établie par l’arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions (article 1) ou cotisations sociales (article 2) donnant lieu à la délivrance de certificats pour l’attribution des contrats de la commande publique.

En cas de non remise des documents susmentionnés et après notification d’une mise en demeure restée infructueuse sous sept (7) jours :

Le titulaire pourra se voir infliger une pénalité selon les montant spécifiés dans l’articles 25 de ce présent CCAP, ou bien,

- le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- Le choix de l’alternative retenue relève d’EXPERTISE FRANCE.

En cas où le titulaire réside dans un pays hors de Europe il est demandé de fournir les documents équivalents aux ceux qui sont précités la liste sera fixée dans le contrat travaux

30- ETHIQUE

Le titulaire s'engage également à prendre connaissance du code de conduite d'Expertise France, maître d'ouvrage délégué, et à s'y conformer strictement (le code de conduite d'EXPERTISE FRANCE est accessible sur le site web de l'agence : www.expertisefrance.fr).

Tout manquement au code de conduite est susceptible d'entraîner la résiliation du contrat et d'engager la responsabilité du titulaire.

31- GESTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le titulaire est informé que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail) collectées dans le cadre du présent contrat sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Les fondements juridiques légitimant le ou les traitements correspondent aux c) et e) de l'article 6.1 du RGPD (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données), à savoir que :

- Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle EXPERTISE FRANCE est soumis ;
- Le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi EXPERTISE FRANCE ;

Les finalités du ou des traitements sont :

- La gestion et le suivi du présent contrat,
- La gestion et le suivi du reporting aux bailleurs et autres autorités de contrôle.

Les destinataires ou catégorie de destinataires des données à caractère personnel sont exclusivement les personnels habilités d'EXPERTISE FRANCE, des ministères et des opérateurs de l'Etat, les bailleurs de fonds, en charge de la passation et de l'exécution du présent contrat, ainsi que de leurs prestataires d'assistance dans ses activités.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée d'exécution du contrat, ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification, et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles disposent également d'un droit à la limitation du traitement et d'opposition à ce traitement pour des motifs légitimes. L'exercice des droits d'information et de tout autre exercice de droit des personnes concernées par les traitements mis en œuvre peuvent être effectués auprès du délégué à la protection des données d'EXPERTISE FRANCE (informatique.libertes@expertisefrance.fr).

32- AUDIT

Le Contractant pourra faire l'objet d'un audit portant sur le respect de la réglementation et de des obligations contractuelles applicables à l'exécution du présent Contrat. Cet audit pourra être mené par Expertise France ou par un tiers mandaté par Expertise France et ne pourra être refusé par le Contractant. Dans l'hypothèse où l'audit est réalisé par un tiers, le tiers mandaté ne peut être un concurrent direct du Contractant. Les audits programmés peuvent être réalisés de manière périodique ou spontanée à la demande d'Expertise France ou d'un tiers. Dans tous les cas, le

Contractant sera informé par un préavis d'au minimum de 5 jours ouvrés.

Le Contractant s'engage donc à :

- Permettre et faciliter au maître d'ouvrage délégué ou aux personnes mandatées par le maître d'ouvrage délégué, l'accès aux informations nécessaires à l'exécution des audits, pouvant inclure des entretiens avec les personnes impliquées dans la mise en œuvre du présent Contrat ainsi que des visites sur place ;
- Présenter les documents relatifs à l'exécution du présent Contrat ainsi que tous documents dont la communication est exigée par les auditeurs ;
- Faire preuve de transparence et à répondre aux sollicitations des auditeurs ;
- Mettre en œuvre les mesures correctives éventuellement nécessaires.

Le maître d'ouvrage délégué notifiera au titulaire l'identité de la structure d'audit retenue lorsqu'il s'agit d'un cabinet extérieur, l'objet de la mission, la durée envisagée de la mission et le nom des experts missionnés.

Le titulaire s'engage également à permettre au maître d'ouvrage délégué ou à tout autre tiers mandaté par celle-ci, de mener une enquête en cas d'allégation de pratique prohibée¹ relative au présent Contrat, dans les conditions précitées.

Les conclusions du rapport d'audit seront adressées à chacune des Parties par tout moyen jugé pertinent par le maître d'ouvrage délégué.

Les conclusions pourront prescrire la mise en œuvre d'actions ainsi qu'un délai de réalisation.

Le refus du Contractant de se conformer aux exercices d'audits et/ou à leurs conclusions pourra entraîner la résiliation de plein droit par le maître d'ouvrage délégué du présent Contrat sans indemnité.

33- LITIGE ET RESILIATION

33.1. Litige et droit applicable

Tout différend entre les Parties relatif à l'existence, la validité, l'interprétation, l'exécution et la résiliation du Contrat (ou de l'une quelconque de ses clauses) que les Parties ne pourraient pas résoudre à l'amiable dans les 30 jours de la notification du différend par la Partie demanderesse à l'autre Partie, sera soumis devant la juridiction française compétente.

Le droit applicable au présent Contrat est le droit français, à l'exclusion de tout autre droit.

33.2. Résiliation du marché et Interruption des travaux

Le maître d'ouvrage délégué se réserve la faculté de résilier le présent marché dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG- TVX.

¹ Les pratiques prohibées telles que définies par le groupe Agence française de développement sont définies ici : <https://www.afd.fr/fr/ressources/politique-generale-du-groupe-afd-en-matiere-de-prevention-et-de-lutte-contre-les-pratiques-prohibees-2020>

33.3. Décès, incapacité, règlement judiciaire ou liquidation des biens de l'entrepreneur

En cas de décès ou d'incapacité civile de l'entrepreneur, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le Maître d'Ouvrage accepte la continuation du marché par les ayants-droit ou le curateur. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour l'entrepreneur ou ses ayants-droit à aucune indemnité. En cas d'incapacité physique, manifeste et durable, de l'entrepreneur le marché peut être résilié sans que l'entrepreneur ne puisse prétendre à indemnité. En cas de redressement judiciaire ou de liquidation de biens de l'entrepreneur, la résiliation du marché est prononcée, sauf si dans le mois qui suit la décision de justice intervenue, l'administrateur ou le syndic décide de poursuivre l'exécution du marché. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date d'expiration du délai d'un mois ou à la date de la décision de l'administrateur ou du syndic de renoncer à poursuivre l'exécution du marché. Cette résiliation n'ouvre droit pour l'entrepreneur à aucune indemnité. Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Maître d'Ouvrage. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

34- Exploitation et diffusion d'images

Toute utilisation ou exploitation des images du projet et/ou du chantier fera l'objet d'un accord préalable du maître d'ouvrage délégué.

Toutes les communications relatives à l'avancement du projet et des travaux font également l'objet d'un accord préalable du maître d'ouvrage délégué.

35- Confidentialité, secrets professionnel et commercial

Le titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour garantir la stricte confidentialité des informations qu'il a à connaître dans le cadre du présent marché, et en particulier celles qui revêtent un caractère ou un intérêt scientifique et celles relatives aux données à caractère personnel.

36- DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

- L'article 7.1 (période de préparation) du présent document déroge à l'article 28.2.2 du CCAG-TVX.
- L'article 8 (documents fournis après exécution) du présent document déroge à l'article 40.1 du CCAG-TVX.
- L'article 9.1.1 (opérations préalables à la réception) du présent document déroge à l'article 41.2 du CCAG-TVX.
- L'article 10 (garanties contractuelles) du présent document déroge aux articles 42.3 et 44.1 du CCAG-TVX.
- L'article 19 (pénalités) du présent document déroge au 2^e alinéa de l'article 19.2.4 du CCAG TVX.

Numéro de l'article	Dérogation à l'article du CCAG travaux
Article 20.2 paiement	articles 12.1 et 12.2
Article 20.3 paiement	article 12.2.2
Article : 20.4 décompte final	article 12.3.2
Article : 20.4 décompte final	l'article 12.4.2
Article 25 : Pénalités	article 19.2.3 alinéa 3 de l'article 40.1
Article 12.1.1 : Opérations préalables à la réception	article 41.2

37- DISPOSITIONS FINALES

37.1. Déclaration

Le Titulaire, les membres de son groupement, ses fournisseurs, ses prestataires, ses consultants et ses sous-traitants (comprenant les directeurs, employés et agents de ces entités) déclarent :

- qu'aucune des personnes physiques ou morales pour lesquelles le Titulaire intervient ne tombe sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-6 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique français ou d'une interdiction équivalente prononcée dans un autre pays ;
- que les engagements pris par le Titulaire dans le cadre du présent contrat ne le place pas en position de conflit d'intérêt pouvant notamment avoir un impact sur l'exécution dudit contrat ;
- que le Titulaire n'a commis aucun acte susceptible d'influencer le processus de réalisation du Projet au détriment du Bénéficiaire et notamment qu'aucune entente n'est intervenue et n'interviendra ;
- que la négociation, la passation et l'exécution du CONTRAT n'ont pas donné lieu et ne donneront pas lieu à un acte de corruption tel que défini par la Convention des Nations Unies contre la corruption en date du 31 octobre 2003 ;

- S'engage à respecter la confidentialité de l'ensemble de la documentation objet du présent marché. S'engage à s'abstenir de la communiquer à toute partie qui ne serait pas impliqué de façon directe sur le projet et s'engage à assumer l'entière responsabilité de la divulgation de tout ou partie des documents fournis dans le DCE ou établis pour la réalisation du projet
- accepter, le cas échéant, la notification du CONTRAT selon les procédés habituellement en cours, sous forme électronique.

En outre,

Le Titulaire, les membres de son groupement, ses fournisseurs, ses prestataires, ses consultants et ses sous-traitants (comprenant les directeurs, employés et agents de ces entités) attestent :

- qu'ils n'acquièrent pas et ne fournissent pas/ne vont pas acquérir ou fournir du matériel et n'interviennent/ ne vont pas intervenir dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France. À titre d'information, la liste peut être consultée sur le site suivant : <https://www.sanctionsmap.eu> ;
qu'ils ne figurent pas sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne, la France et/ou les États-Unis, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité nationales. À titre d'information, les listes peuvent être consultées aux références ci-dessous :
- pour les Nations Unies, recueil des listes de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies : <https://www.un.org/securitycouncil/content/un-sc-consolidated-list> ;
- pour l'Union européenne, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://www.sanctionsmap.eu>,
- pour la France, voir : <https://gels-avoirs.dgtresor.gouv.fr/List> ;
- pour les États-Unis, voir : <https://home.treasury.gov/policy-issues/financial-sanctions/sanctions-programs-and-country-information> ;

qu'ils ne sont pas sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et ne figurons pas à ce titre sur la liste publiée par la Banque Mondiale. À titre d'information, la liste peut être consultée à l'adresse électronique suivante : <https://www.worldbank.org/en/projects-operations/procurement/debarred-firms>

Dans l'hypothèse d'une telle décision d'exclusion, nous pouvons joindre à la présente déclaration sur l'honneur les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du marché.

Enfin, le Titulaire, les membres de son groupement, ses fournisseurs, ses prestataires, ses consultants et ses sous-traitants (comprenant les directeurs, employés et agents de ces entités) reconnaissent et acceptent que, de telles situations peuvent entraîner la résiliation de plein droit du marché.

Ils s'engagent en outre à communiquer sans délai au maître d'ouvrage délégué, tout changement de sa situation au cours de l'exécution du marché, au regard de la présente déclaration.

POUR LE TITULAIRE :

A....., le..... 20....

Signature² :

Nom :

Prénom :

Fonction :

POUR EXPERTISE FRANCE (MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE) :

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A....., le..... 20....

Signature³ :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Fait en un seul original, dont l'exemplaire unique est conservé par EXPERTISE France

²Date et signature originales

³Date et signature originales

CONTRAT DE TRAVAUX

Expertise France

40, Boulevard de Port-Royal - 75005 Paris – France

SIRET : 808 734 792 00035

ANNEXE 2

Protection des données personnelles

SECTION I

Objet et champ d'application

- a) Les présentes clauses contractuelles types (ci-après les « clauses ») ont pour objet de garantir la conformité avec l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.
- b) Les responsables du traitement et les sous-traitants énumérés à la sous-annexe I ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679.
- c) Les présentes clauses s'appliquent au traitement des données à caractère personnel tel que décrit à la sous-annexe II.
- d) Les sous-annexes I à IV font partie intégrante des clauses.
- e) Les présentes clauses sont sans préjudice des obligations auxquelles le responsable du traitement est soumis en vertu du règlement (UE) 2016/679
- f) Les clauses ne suffisent pas à elles seules pour assurer le respect des obligations relatives aux transferts internationaux conformément au chapitre V du règlement (UE) 2016/679

Invariabilité des clauses

- a) Les parties s'engagent à ne pas modifier les clauses, sauf en ce qui concerne l'ajout d'informations aux sous-annexes ou la mise à jour des informations qui y figurent.
- b) Les parties ne sont pour autant pas empêchées d'inclure les clauses contractuelles types définies dans les présentes clauses dans un contrat plus large, ni d'ajouter d'autres clauses ou des garanties supplémentaires, à condition que celles-ci ne contredisent pas, directement ou indirectement, les clauses ou qu'elles ne portent pas atteinte aux libertés et droits fondamentaux des personnes concernées.

Interprétation

- a) Lorsque des termes définis respectivement dans le règlement (UE) 2016/679 ou dans le règlement (UE) 2018/1725 figurent dans les clauses, ils s'entendent comme dans le règlement en question.
- b) Les présentes clauses doivent être lues et interprétées à la lumière des dispositions du règlement (UE) 2016/679.
- c) Les présentes clauses ne doivent pas être interprétées d'une manière contraire aux droits et obligations prévus par le règlement (UE) 2016/679 / le règlement (UE) 2018/1725 ou d'une manière qui porte atteinte aux libertés ou droits fondamentaux des personnes concernées.

Hiérarchie

En cas de contradiction entre les présentes clauses et les dispositions des accords connexes

CONTRAT DE TRAVAUX

qui existent entre les parties au moment où les présentes clauses sont convenues ou qui sont conclus ultérieurement, les présentes clauses prévaudront, des lors que cela concerne la protection des données personnelles.

SECTION II : OBLIGATION DES PARTIES

Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement, sont précisés à la sous-annexe II.

Obligations des parties

Instructions

- a) Le sous-traitant ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis. Dans ce cas, le sous-traitant informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si la loi le lui interdit pour des motifs importants d'intérêt public. Des instructions peuvent également être données ultérieurement par le responsable du traitement pendant toute la durée du traitement des données à caractère personnel. Ces instructions doivent toujours être documentées.
- b) Le sous-traitant informe immédiatement le responsable du traitement si, selon lui, une instruction donnée par le responsable du traitement constitue une violation du règlement (UE) 2016/679 ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données.

Limitation de la finalité

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à la sous-annexe I, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement

Durée du traitement des données à caractère personnel

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à la sous-annexe I.

Sécurité du traitement

- a) Le sous-traitant met au moins en œuvre les mesures techniques et organisationnelles précisées à la sous-annexe II pour assurer la sécurité des données à caractère personnel. Figure parmi ces mesures la protection des données contre toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou l'accès non autorisé à de telles données

(violation de données à caractère personnel). Lors de l'évaluation du niveau de sécurité approprié, les parties tiennent dûment compte de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les personnes concernées.

- b) Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

Documentation et conformité

- a) Les parties doivent pouvoir démontrer la conformité avec les présentes clauses.
- b) Le sous-traitant traite de manière rapide et adéquate les demandes du responsable du traitement concernant le traitement des données conformément aux présentes clauses.
- c) Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.
- d) Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.
- e) Les parties mettent à la disposition de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes, dès que celles-ci en font la demande, les informations énoncées dans la présente clause, y compris les résultats de tout audit.

Recours à des sous-traitants ultérieurs

CONTRAT DE TRAVAUX

- a) Le sous-traitant n'est pas autorisé à sous-traiter à un sous-traitant ultérieur les opérations de traitement qu'il effectue pour le compte du responsable du traitement en vertu des présentes clauses sans l'autorisation écrite spécifique préalable du responsable du traitement. Le sous-traitant soumet la demande d'autorisation spécifique au moins quinze (15) jours ouvrés avant le recrutement du sous-traitant ultérieur en question, ainsi que les informations nécessaires pour permettre au responsable du traitement de prendre une décision au sujet de l'autorisation. La liste des sous-traitants ultérieurs autorisés par le responsable du traitement figure à la sous annexe III, que les parties tiennent à jour.
- b) Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679.
- c) À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.
- d) Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.
- e) Le sous-traitant convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le responsable du traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

Transferts internationaux

- a) Tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le sous-traitant n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du responsable du traitement ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le sous-traitant est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du règlement (UE) 2016/679.
- b) Le responsable du traitement convient que lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur conformément à la clause 7.7 pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de données à caractère personnel au sens du chapitre V du règlement (UE) 2016/679, le sous-traitant et le sous-

traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du règlement (UE) 2016/679 en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/679, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

Assistance au responsable du traitement

- a) Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.
- b) Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement. Dans l'exécution de ses obligations conformément aux points a) et b), le sous-traitant se conforme aux instructions du responsable du traitement.
- c) Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement en vertu de la clause 8, point b), le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant:
 - 1) L'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques;
 - 2) L'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque;
 - 3) L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes;
 - 4) Les obligations prévues à l'article 32 du règlement (UE) 2016/679
- d) Les parties définissent à la sous-annexe II les mesures techniques et organisationnelles appropriées par lesquelles le sous-traitant est tenu de prêter assistance au responsable du traitement dans l'application de la présente clause, ainsi que la portée et l'étendue de l'assistance requise.

Notification de violations de données à caractère personnel

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement
En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- a) Aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques);
- b) Aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins:
 - 1) La nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - 2) Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - 3) Les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
 - 4) Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;
- c) Aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- a) Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés);
- b) Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- c) Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là

et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Les parties définissent à la sous-annexe II tous les autres éléments que le sous-traitant doit communiquer lorsqu'il prête assistance au responsable du traitement aux fins de la satisfaction des obligations incombant à ce dernier en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679.

SECTION III : DISPOSITIONS FINALES

Non-respect des clauses et résiliation

- a) Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.
- b) Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si:
 - 1) Le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point a) et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension;
 - 2) Le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679;
 - 3) Le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679.
- c) Le sous-traitant est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu des présentes clauses lorsque, après avoir informé le responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences juridiques applicables conformément à la clause 7.1, point b), le responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.
- d) À la suite de la résiliation du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit

de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

SOUS-ANNEXE I

Liste des parties

Responsable(s) du traitement : Expertise France – 40, boulevard de Port Royal - 75005 PARIS, France

Adresse de contact de la fonction Déléguée à la protection des données :
dpo@expertisefrance.fr

Sous-traitant(s):

XXXXX (dénommé le « titulaire ou le maître d'œuvre »)

Représenté par : XXXXXXXX

Adresse

CONTRAT DE TRAVAUX

Expertise France
40, Boulevard de Port-Royal - 75005 Paris – France
SIRET : 808 734 792 00035

SOUS-ANNEXE II

Description du traitement :

Collecte, enregistrement, conservation, utilisation, communication de données dans le cadre de la mission de maîtrise d'œuvre relatives à l'opération de restauration du casino de Hammam-Lif.

Catégories de personnes concernées :

- Personnel intervenant sur le projet ;
- Candidats aux différents marchés passés dans le cadre du présent contrat.

Catégories de données à caractère personnel traitées :

- ☒Etat civil, Identité, Données d'identification ;
- ☐Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, etc.) ;
- ☒Vie professionnelle (CV, adresse mail professionnelle, formation professionnelle, parcours académique, etc.) ;
- ☐Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale, etc.) ;
- ☐Données de connexion (adresse IP, journaux de connexion, etc.) ;
- ☐Données de localisation ;
- ☐Données d'infraction ;
- ☐Autres.

Détail des données traitées :

- Données d'identité, coordonnées professionnelles du personnel intervenant sur le projet ;
- Données d'identité, coordonnées professionnelles des candidats aux différents marchés passés dans le cadre du présent contrat, ainsi que tout élément pertinent permettant l'examen des candidatures.

Nature du traitement

Collecte, enregistrement, conservation, utilisation, communication.

Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement

Les finalités du traitement sont : Gestion du projet objet du présent contrat.

Durée du traitement

Durée du présent contrat.

SOUS-ANNEXE I

Le sous-traitant s'engage à prendre toutes précautions utiles pour préserver la sécurité et la confidentialité des Données, et notamment empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès. Le sous-traitant s'engage à mettre en place :

- a) Des mesures de sécurité physique visant à empêcher l'accès aux locaux aux personnes non autorisées (contrôles d'identité, gestion des habilitations permettant de limiter l'accès aux locaux aux seules personnes ayant besoin d'y accéder dans le cadre de leurs fonctions et de leur périmètre d'activité) ;
- b) Des mesures de sécurité logique visant à protéger les informations hébergées et traitées (architectures de filtrage et de protection réseau, renforcement de la protection des serveurs et postes de travail, authentification des collaborateurs pour leur conférer des profils d'utilisation conformes au principe de moindre privilège et respectant le besoin d'en connaître, mesures renforcées pour l'accès aux fonctions de gestion des données et d'administration du système d'information) ;
- c) Des protocoles de gestion des habilitations associés à des dispositifs permettant de tracer l'ensemble des actions réalisées sur le système d'information dans le cadre d'opérations de support et de maintenance ;
- d) Un contrôle continu des journaux des systèmes et des applications et de leur fonctionnement associé à des procédures permettant la détection et le rapport des incidents impactant les Données.

Les engagements du sous-traitant en matière de sécurité et de confidentialité des données sont constitués par la documentation fournie par le sous-traitant décrivant l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles et éventuelles certifications dont le sous-traitant est en mesure de se prévaloir en matière de sécurité de l'information, telle que fournie par le sous-traitant dans le cadre de la passation du présent marché.

SOUS-ANNEXE IV

Liste de sous-traitants ultérieurs

Le sous-traitant n'a pas présenté de sous-traitants ultérieurs dans le cadre du présent marché.